

Développement régional : Faut-il décentraliser le pouvoir ?

Réalités / Economie

Amel Zaïbi, 05/04/2011

Le déséquilibre régional, l'exclusion liée à la ruralité, le partage inégal des richesses sont les faits marquants de la révolution tunisienne, dévoilés crus au grand jour, choquants, source de honte pour la plupart des Tunisiens. Le feu de la révolte a pris dans les régions, à Sidi Bouzid précisément, puis s'est étendu dans les confins du pays livrés au dénuement, à la précarité, à la marginalisation. Rédaïef, 2008, étouffé ; Sidi Bouzid, Thala, Kasserine et les environs, 2011, explosent, au grand dam des habitants du nord et du littoral confronté à la réalité soupçonnée mais pas de cette ampleur.

Après le 14 janvier 2011, un nouveau ministère est créé, le seul jusqu'à ce jour, pour s'occuper exclusivement du développement régional, un département qui existait au sein du ministère du Développement économique. La nouvelle administration devra se pencher avec beaucoup de rigueur sur le devenir économique et social des régions de l'Ouest et du Sud, sans perdre de temps. Les attentes sont grandes, l'impatience aussi. Mais le cours des événements après le 14 janvier en a voulu autrement, c'est la transition politique qui passe au devant des priorités et retient l'attention, pour le moment. Pas celle des habitants des régions intérieures en tout cas. Les sit-in et les manifestations à Gabès, Sidi Bouzid, Regab, Siliana, Makthar et d'autres encore, se poursuivent sans discontinuer, portant les mêmes revendications sociales et économiques : emploi, développement, dignité.

L'impatience des régions est d'autant plus compréhensible que rien ne transparait du côté du nouveau ministère du Développement régional, même après avoir tenté de prendre contact avec ses services. C'est à travers un communiqué de presse publié quelques jours plus tard, en date du 24 mars 2011, à l'issue de la rencontre à Tunis de M. Abderrazak Zouari, ministre du Développement régional, avec M. Eric Besson, ministre français chargé de l'Industrie, de l'Energie et de l'Economie numérique, qu'il sera possible de savoir que M. Abderrazak Zouari travaille d'arrache-pied, dans l'ombre, afin de peaufiner une stratégie ambitieuse en faveur d'un meilleur développement régional. Selon le même communiqué, M. Zouari a déclaré au ministre français avoir l'intention de rompre avec les anciennes pratiques et qu'une réflexion stratégique sur les régions est sur le point d'être finalisée pour servir de feuille de route pour la réussite de la prochaine étape. Le communiqué précise encore que parmi les grandes lignes de l'action future du Ministère, la mise en place d'institutions fortes à même d'instaurer de nouvelles règles de gouvernance locale tout en soulignant le caractère prioritaire de la création d'emplois dans les régions.

Le point de vue des géographes

C'est du côté de la société civile, en pleine renaissance après la révolution, qu'il sera possible de trouver écho à quelques interrogations. L'association des géographes, dont on n'entendait pas beaucoup parler auparavant, a pris l'initiative d'engager sans attendre une dynamique de réflexion sur le développement régional et d'envisager une série d'actions dans le but de

participer à la conception d'un nouveau modèle de développement plus équilibré et plus équitable entre toutes les régions et les citoyens. La 1ère réunion s'est déroulée le 19 mars, dans les murs de la faculté 9 Avril des sciences humaines et sociales, sur fond de conférences académiques de haut niveau et de débats entre experts et divers profils concernés et intéressés par la géographie. Quel est le rapport entre la géographie et le développement régional ?, s'interrogeraient légitimement certains. Il est historique. Les géographes ont été parmi les premiers académiciens à s'intéresser dès le début des années 70 à l'aménagement du territoire et à participer aux études menées à l'époque, dont la toute première qui a porté sur le thème «Villes et Développement» qui a établi un diagnostic précis des problèmes de l'aménagement du territoire et a tracé les contours de la politique de l'aménagement du territoire de l'époque.

Au fil des décennies, les études et recherches des géographes se sont multipliées, diversifiées et spécialisées jusqu'à contribuer à la conception des projets de développement rural intégré (PDRI) et les projets de développement urbains intégrés (PDUI). «Mais la géographie a toujours pris ses distances par rapport au processus de développement sectoriel qui était sélectif et dans lequel la région a été absente ; d'ailleurs, nous, géographes, ne sommes pas d'accord avec la notion de région telle qu'elle est adoptée actuellement», avance M. Abdallah Chérif, géographe diplômé depuis les années 60.

«Si la région n'existe pas, il faudra la créer»

Aujourd'hui, les géographes se mobilisent pour apporter leur contribution au travail colossal qui doit être fait pour rectifier le tir là où il le faut, aplanir les disparités entre les régions et mettre en place les ingrédients d'un développement équitable et solidaire. Explications. «Emploi, développement et dignité», un des slogans de la révolution et principales revendications du peuple tunisien qui ont fait chuter le régime de Ben Ali, se placent au cœur de la problématique du développement régional que M. Amor Belhédi, universitaire géographe, désigne comme étant un droit pour les citoyens et un devoir pour les pouvoirs publics. La révolution tunisienne a bien démontré que l'excès de frustration et de marginalisation, de privations économiques et sociales, finit par déboucher sur un problème politique majeur, la chute d'un système, en liaison étroite avec l'un des principes de base de la citoyenneté : le choix du gouvernant. Le développement est par conséquent, explique encore l'universitaire, un processus qui associe la croissance économique et la satisfaction des besoins sociaux et politiques, de manière équitable entre les régions indépendamment de leurs richesses naturelles. C'est, dit-il, la justice sociale par définition.

Dans son raisonnement théorique inspiré de nombreuses études et recherches, le géographe estime que l'équité absolue entre les régions n'existe pas et qu'il doit y avoir un seuil de déséquilibre acceptable par tous, politiquement et économiquement. Cet état de fait est forcément le résultat d'un modèle de développement qui se base sur la solidarité entre les régions, car aucune d'entre elles ne peut se développer à huis clos, coupée du reste du pays. En effet, le développement régional et local affronte toujours en amont des problèmes multiples qui freinent son évolution dont essentiellement le capital (les investissements) et le pouvoir (décentralisation de l'administration). L'un ne va pas sans l'autre. D'où le cercle vicieux dans lequel se trouvent enfermées les régions intérieures depuis plus de cinquante ans: *«les régions pauvres deviennent plus pauvres et les riches plus riches encore»*, affirme-t-il encore.

Qui peut rompre cette chaîne ? «Seul l'Etat est capable de le faire s'il accepte de céder une partie de son pouvoir», explique le professeur. Cela est-il possible désormais ? En a-t-il le choix, si comme l'explique l'universitaire : «la région doit être un contre-pouvoir du niveau national. Pour cela, elle doit être avant tout une entité politique avec ses institutions, son pouvoir et ses richesses». Si la région n'existe pas, il faudra la créer pour pouvoir valoriser ses compétences et ses ressources», affirme M. Belhédi qui estime que la région est à la base du concept de l'équité sociale et de l'efficacité économique.

De la révolution, les Tunisiens sont sortis avec un consensus autour de la nécessité de promouvoir le développement régional. Pour ce faire, il sera nécessaire de faire face aux obstacles notamment naturels (rugosité du climat, pauvreté des sols) et donner les moyens à la région de se développer. Les moyens ne sont autres que les infrastructures de base et hospitalières, les services de base dont l'eau potable qui n'atteint pas encore 45% dans certaines localités du centre (maximum 60%), l'habitat, les écoles et universités et l'emploi. En somme, une stratégie de développement régionale articulée autour d'un principe de fond : la discrimination positive en faveur des régions démunies. Une attention particulière de l'ensemble de la communauté nationale pour enfin améliorer les conditions de vie et le pouvoir d'achat dans les régions, condition essentielle pour maintenir les compétences humaines dans leurs régions ou de les faire revenir et pour inscrire le développement des régions sur le long terme. Les perspectives sont d'une telle ampleur qu'il paraît désormais urgent et plus judicieux en tout cas d'adopter un Plan Régional de développement économique et social qui ne concernera que les régions en retard de développement, qui tiendra compte des spécificités de chaque région, qui veillera à lui consacrer les fonds et les investissements nécessaires et qui sera conçu et exécuté essentiellement par des compétences des régions concernées. Et ce serait là un premier grand pas vers la décentralisation du Pouvoir et la justice sociale.

Le gouvernement gagnerait à être plus attentif aux réflexions de la société civile, voire même à la faire participer aux choix des décisions. Le consensus est aujourd'hui la meilleure garantie pour faire les bons choix, prendre les bonnes décisions et mener à terme et à temps les projets.